

Le " oui, mais " du ROLBG

J.K.M

Lobeville/Gabon

Comme plusieurs acteurs politiques, Georges Mpaga semble subordonner sa participation au conclave voulu par le président de la République à la satisfaction d'un certain nombre de préalables.

Si plusieurs acteurs politiques et de la société civile se sont déclarés ouvertement hostiles au dialogue national sans tabou prôné par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, tel ne semble pas être le cas du Réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG). Lequel, par le biais de son président, Georges Mpaga, a subordonné sa participation à ces assises à la satisfaction d'un certain nombre de préalables. S'inscrivant de la sorte, quelque peu, dans la logique du président de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, du président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Louis-Gaston Mayila, et du vice-président de l'Union nationale (UN), Mike Steeve Jocktane. Lesquels conditionnent, en partie, leur participation à l'implication, entre autres, de l'Union africaine (UA), l'Organisation des Nations unies (Onu) et l'Union africaine (UA).

Une position qui, s'agissant plus particulièrement du premier cité, a provoqué une véritable fronde de certains militants et cadres de sa formation politique



Photo : Chris OYAME

Le président du ROLBG, Georges Mpaga.

qui se sont déclarés hostiles à cette décision. En ceci que, selon eux, "une participation de DN au dialogue national sans tabou ne servirait qu'à légitimer le pouvoir actuel".

De fait, au cours du point- presse qu'il a animé dernièrement à l'hôtel Hibiscus, M. Mpaga, en s'appuyant sur la plateforme nationale de la société civile gabonaise en ses diverses composantes, a estimé que le travail préparatoire et le dialogue doivent être menés sous l'égide de la Nonciature apostolique et santé Egido spécialisée, selon lui, dans les médiations de crise.

En outre, a-t-il précisé, il faudrait que toutes les parties prenantes acceptent l'implication de la communauté internationale dans l'organisation dudit dialogue. De même que les termes de référence devraient être rédigés par une commission spéciale comprenant les représentants de toutes les parties et signés par elles avant le début du conclave. Avec ceci de particulier que, a-t-il avancé, les termes de référence devraient "dessiner le cadre d'exécutions des décisions adoptées lors de ce dialogue, tout en définissant l'objet, les thèmes et les enjeux de ces assises. Et en qualifiant les acteurs et les organisations qui devront y prendre part."

Sera-t-il entendu ? Dans tous les cas, il devrait avoir l'occasion de préciser sa pensée au cours d'un éventuel échange avec le Premier ministre qui, depuis plusieurs jours, a entamé les consultations officielles devant conduire justement à ce dialogue national.

Après les politiques de tout bord, il y a fort à parier que le tour de table du chef du gouvernement sera élargi aux acteurs de la société civile, dans la droite ligne de l'allocution d'investiture du chef de l'État. Lequel, on s'en souvient, le 27 septembre dernier, avait clairement indiqué que toutes les forces vives de la Nation devraient prendre part au dialogue, de manière à "participer au travail de modernisation et de refondation de notre Constitution afin de construire des institutions fortes plus ancrées dans nos valeurs, et davantage au service du développement".